



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 1288

Texte de la question

### POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. le président.** La parole est à M. Thierry Solère, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

**M. Thierry Solère.** Monsieur le Premier ministre, cela fait bientôt dix-huit mois que vous avez été nommé à Matignon, à la suite de l'élection du Président de la République. Celle-ci s'était faite sur un slogan : « Le changement, c'est maintenant. »

Alors en matière de changement je vais vous donner un chiffre qui n'a pas pu vous échapper : 91 %. C'est, monsieur le Premier ministre, le pourcentage de Français qui attendent aujourd'hui le changement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Ce chiffre est édifiant. Il n'avait jamais été atteint sous la Ve République. Dix-huit mois après votre élection, la France est en colère. Elle est d'abord en colère car elle n'arrive plus à boucler ses fins de mois ni à prévoir le lendemain. Vous aviez promis, pendant la campagne présidentielle, que ce seraient les Français les plus aisés qui seraient mis à contribution, mais ce sont les classes moyennes que vous matraquez, et qui sont asphyxiées tous les jours par une nouvelle taxe votée par votre majorité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.* – *Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

La France est en colère car les Français désespèrent que vous assuriez leur sécurité partout sur le territoire national. On n'entend plus, depuis l'affaire Leonarda, votre ministre de l'intérieur. On le sent isolé sur les bancs du Gouvernement. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) N'étaient les mauvais chiffres de la délinquance et la fronde dans la police et dans la gendarmerie, on dirait presque un ministre d'ouverture au sein de votre gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

La France est en colère, enfin, car elle se sent méprisée. Elle se sent méprisée, monsieur le Premier ministre, parce que le Président de la République prend du temps pour recevoir les patrons du football français, mais pas les élus bretons. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Elle se sent méprisée parce que vous envoyez en permanence des signaux de mépris aux Français.

Un gouvernement qui n'entend pas la colère qui monte met en danger la cohésion nationale. Monsieur le Premier ministre, à défaut d'écouter les parlementaires de l'UMP, à défaut d'écouter les parlementaires de votre propre majorité, quand allez-vous enfin écouter les Français et changer de politique ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe UDI.*)

**M. le président.** La parole est à M. le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Ne le soutenez pas autant, vous allez le compromettre ! (*Sourires.*)

**M. Alain Vidalies,** ministre délégué chargé des relations avec le Parlement. Je veux d'abord vous rassurer,

monsieur le député, même si je ne suis pas son porte-parole : le ministre de l'intérieur se trouve parfaitement bien à l'intérieur du Gouvernement, nous sommes contents qu'il soit avec nous, et la majorité aussi.  
(*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

**M. Daniel Fasquelle.** C'est faux !

**M. Alain Vidalies, ministre délégué** . En outre, vous lui demandez quand il va changer de politique, mais vous vous adressez à un ministre qui, s'agissant de la sécurité, a immédiatement dû réparer les dégâts que vous aviez commis, en créant, lui, des postes dans la gendarmerie et dans la police, alors que vous en aviez supprimé ! Sur la sécurité, vous avez fait beaucoup de discours. Nous, nous agissons. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Vousappelez au dialogue et vous avez raison, mais, il y a quelques jours, le Premier ministre a invité l'ensemble des élus bretons à venir à Matignon parler de l'avenir de la Bretagne, et vous n'êtes pas venus ! Vous faites des discours ici, contre ce gouvernement qui ne répondrait à vos aspirations au dialogue, mais, quand on vous demande de venir parler de l'avenir de la Bretagne, vous êtes aux abonnés absents ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe écologiste.*)

Qu'est-ce qui intéresse les Français ? Nous venons d'avoir deux débats importants, dont celui de la réforme des retraites. Vous y étiez opposés, mais, ce qui est important, c'est de savoir ce que vous proposez. Car vous avez des propositions : la retraite à soixante-cinq ans pour tous ! Les Français apprécieront. Sur le budget, vous avez aussi fait des contre-propositions : suppression de milliers d'emplois de fonctionnaires, gel des pensions et des retraites.

Oui, il y a une autre politique, et c'est le débat que nous devrions avoir, mais sortons de la caricature à laquelle vous venez encore de vous livrer. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Thierry Solère](#)

**Circonscription :** Hauts-de-Seine (9<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1288

**Rubrique :** Retraites : généralités

**Ministère interrogé :** Relations avec le Parlement

**Ministère attributaire :** Relations avec le Parlement

## Date(s) clée(s)

**Question publiée au JO le :** [6 novembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [6 novembre 2013](#)